

<https://www.elcorreo.eu.org/Argentine-VADE-RETRO-ET-LIBRA-NOS-A-MALO>

Argentine : VADE RETRO ET \$LIBRA NOS A MALO

- Argentine - Justice - Droits de l'homme -

Date de mise en ligne : mardi 24 mars 2026

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le traitement de l'affaire \$Libra (scandale des cryptomonnaies) emprunte soit une voie sensationnaliste, soit s'articule autour d'une profusion de données extraites de tout cadre intelligible. Les pratiques liées à cette cryptomonnaie oscillent entre pratiques légales et illégales. Cette oscillation est le moteur du pouvoir mafieux.

Cybermafias

Mafia : derrière ce petit mot, qui suscite une certaine fascination morbide, se cache l'idée d'un pouvoir au dessus des pouvoirs. Un pouvoir double, qui opère toujours selon le principe de la dualité, mais ne dévoile publiquement qu'une partie de son être et de ses méthodes. La criminalité mafieuse contemporaine est un système de pouvoir – en partie – intégré à l'État et dont la singularité réside dans sa position à la frontière entre ce qui est légal et illégal. C'est là que réside la dualité. Il s'agit d'un pouvoir qui *ne* répond pas aux logiques démocratiques de la vie en communauté. Cette criminalité a une portée mondiale et, à ce titre, opère *également* dans le champ du capitalisme numérique global.

Succombant à l'attrait de la mondialisation, le crime organisé est attiré par les progrès technologiques. Dans ce contexte, il a appris à opérer dans l'univers des cryptomonnaies qui, bien comprises, sont des outils du capitalisme numérique. Les monnaies virtuelles *sont* une *représentation numérique de valeur* non émise ni garantie par une banque centrale ou une autorité publique, et ne sont même pas nécessairement liées à une monnaie légale établie. En ce sens, elles n'ont pas le statut juridique de monnaie. Cependant, des particuliers (ou des personnes morales) les utilisent comme moyen d'échange, et elles peuvent être transmises, stockées et échangées électroniquement.

En 2008, sous le pseudonyme de Satoshi Nakamoto (on ignore encore s'il s'agit d'une personne ou d'un groupe), naît le projet de monnaie numérique *Bitcoin : un système de paiement électronique peer-to-peer*. Ce document décrit le fonctionnement des cryptomonnaies et de la technologie blockchain [1]. En 2010, la première plateforme *en ligne* d'échange de Bitcoin a été créée, offrant la possibilité d'acheter, de vendre et de stocker des cryptomonnaies en utilisant des devises traditionnelles. Les plateformes d'échange *constituent* le cœur du marché des monnaies virtuelles et garantissent les commissions sur les différentes transactions. Les cryptomonnaies permettent des transactions visibles ; autrement dit, elles ne constituent *pas* un moyen de paiement anonyme. Cependant, grâce au [dark web](#) (la partie d'Internet accessible via *des logiciels* spéciaux permettant aux utilisateurs et aux opérateurs de tout site de rester intraquables), elles offrent un degré d'anonymat très élevé comparé à toute monnaie reconnue par un État. La nature des cryptomonnaies est internationale, et les paiements effectués avec ces monnaies ne connaissent ni barrières géographiques ni barrières politiques entre les juridictions, aussi éloignées soient-elles. Autrement dit, leur fonctionnement est similaire à celui des organisations mafieuses internationales, qui ne connaissent elles aussi aucune frontière géographique ou politique. « La technologie est devenue une seconde nature, mais son développement a un coût environnemental incalculable. La nature en a payé le prix fort. Par exemple, la cryptomonnaie Bitcoin consomme 121,6 (TWh) térawattheures [2] d'électricité par an, soit plus que l'Argentine entière (121 TWh) [...]. Les ordinateurs utilisés pour le minage de Bitcoin produisent la même quantité d'émissions de CO2 que Las Vegas (22 mégatonnes) par an » [3].

Hybridismes

Les organisations de type mafieux sont devenues hybrides. Elles opèrent à la fois dans le monde analogique et dans la réalité virtuelle du numérique, tout aussi réelle que le monde analogique du XXe siècle. L'un de leurs terrains d'action est le « *blacks markets* » qui fonctionne comme un site *de commerce électronique*, une sorte de *Mercado Libre* non réglementé. L'un d'eux est surnommé le « [Berlusconi Market](#) ». Entre 2019 et 2020, les produits qui y étaient vendus étaient classés par catégories : drogues et produits chimiques, contrefaçons, produits numériques, bijoux et or, armes telles que des Kalachnikovs (AK-47), des mitrailleuses, des grenades à main, articles achetés avec des cartes de crédit clonées, logiciels, sécurité et *hébergement* numérique, et autres produits non catégorisés. La rubrique « drogues » recensait 33 278 annonces, classées en plusieurs catégories : psychotropes, hallucinogènes dissociatifs, opioïdes, médicaments sans ordonnance, stéroïdes, stimulants, produits du tabac, psychédéliques, dispositifs pour troubles cognitifs et produits de traitement de la toxicomanie, substances et médicaments non catégorisés, et alcool. On y trouvait également de la cocaïne. Même des passeports étaient en vente. Un passeport américain coûtait 5 000 euros, et un passeport italien, français, allemand ou néerlandais coûtait un peu moins cher [4].

Cristina : sagesse

L'hybridité implique que, outre l'intimidation, la coercition, les menaces et les vendettas classiques, les forces mafieuses produisent aujourd'hui également *de fake news*. C'est ce qu'a constaté Cristina Fernández de Kirchner, principale victime du pouvoir mafieux en Argentine, lors de son témoignage dans *l'affaire des « Carnets »* à Comodoro Py, devant le Tribunal pénal oral fédéral n° 7, le 17 mars.

« Il y a des juges qui répondent clairement aux directives politiques, ils répondent aux directives économiques et, par conséquent, ils penchent en faveur ou en défaveur de leurs supérieurs, *mais nous sommes ici face à un stade supérieur : il ne s'agit plus de condamner sans preuve, mais de fabriquer et de construire des preuves qui n'en sont pas, et pourtant, ils vont arrêter une personne.* »

La création et la diffusion coordonnées de fausses informations nuisent à la crédibilité d'une personne. Cet acte n'est pas considéré comme une activité criminelle (bien qu'elle le soit), mais plutôt comme diffamatoire. De même, le piratage informatique est considéré comme un cybercrime, et non comme un crime mafieux, à moins d'être intégré à un autre cadre [5]. D'un point de vue pragmatique, les transactions en cryptomonnaie ne *sont* pas non plus **perçues** comme relevant des opérations mafieuses. Dans le débat public, que ce soit dans les médias ou en politique, ce type d'actions criminelles n'est pas associé aux actions propres au pouvoir mafieux. Lorsque la mafia opère dans cette seconde réalité –le monde virtuel, c'est pour étendre des pratiques typiques du crime économique issues de la première réalité, la physique. Dans le monde contemporain, les formes traditionnelles de criminalité se combinent à des méthodes *en ligne* qui aident les organisations mafieuses à renforcer leur opacité, leur anonymat, ou pire encore, à dissimuler leur statut mafieux ; autrement dit, elles contribuent à présenter les membres d'une structure comme une série d'individus peu structurés susceptibles de coopérer ultérieurement (cela semble être [le cas avec \\$Libra](#)).

La mafia étant un pouvoir ambivalent, ses organisations se répartissent également en deux catégories. Les organisations classiques sont ancrées dans un territoire et un clan, ou un ensemble de clans alliés. Elles développent leur existence et leurs actions sur le long terme et opèrent dans un contexte de relative stabilité. Le second type s'organise autour d'individus ou de groupes qui se rassemblent pour poursuivre un intérêt particulier, opèrent de manière décentralisée, sur une courte période, et s'adaptent aux conditions imposées par un objectif précis (ce qui semble également caractériser l'affaire \$Libra) [6]. Cette seconde réalité virtuelle masque souvent les activités mafieuses, les présentant sous un jour nouveau, et entrave les enquêtes des autorités étatiques visant à les démasquer. « Les mafias [...] ont adopté des stratégies avancées dans le cyberspace et se sont ainsi impliquées dans la fraude financière, le blanchiment d'argent, l'extorsion en ligne et d'autres formes de cybercriminalité, fondées sur l'utilisation des cryptomonnaies » [7].

Capitalisme du XXIème siècle

Au XXIe siècle, le capitalisme se manifeste sous au moins trois formes : productive, technico-financière et narco-industrielle [8]. Les mafias appliquent leur pouvoir dualiste (légal et illégal) à ces trois sphères et naviguent entre réalité analogique et virtualité numérique pour étendre leur champ d'action criminel (qui constitue leur activité principale). L'un des nouveaux terrains d'opération de cette hybridation est celui des monnaies virtuelles. Celles-ci permettent aux organisations mafieuses d'exploiter les failles du marché financier et de l'administration publique. Le blanchiment d'argent et le financement d'activités illégales sont deux méthodes employées par les appareils mafieux avec les cryptomonnaies. Par exemple, ils peuvent utiliser le minage de cryptomonnaies pour financer leurs activités criminelles. Ils peuvent également accumuler des cryptomonnaies et les utiliser pour financer des opérations criminelles ou payer leurs fournisseurs de drogue, sans avoir à puiser dans leurs capitaux en euros ou en dollars. En 2018, Europol a coordonné une opération conjointe entre l'Italie, l'Allemagne, la Belgique et les Pays-Bas. On l'a appelé « *Operation Pollino-'Ndrangheta Connection* ». Le partenaire de la 'Ndrangheta était un groupe de trafiquants de drogue brésiliens qui avaient initialement accepté de payer en cryptomonnaie, mais qui ont finalement opté pour un paiement en euros. Une partie du trafic de drogue réglementé par les cryptomonnaies circule sur le [darknet](#).

Le minage désigne un processus similaire à l'extraction de métaux précieux dans une mine. De même que les mineurs de l'Antiquité avaient besoin de ressources spécifiques pour extraire l'or, les mineurs de cryptomonnaies utilisent la puissance de calcul et une grande quantité d'électricité pour valider leurs transactions. Le minage consiste à résoudre des problèmes mathématiques complexes grâce à cette puissance de calcul, un processus connu sous le nom [Proof-of-Work](#) (PoW). Les mineurs de cryptomonnaies jouent un rôle fondamental car ils garantissent l'intégrité et la sécurité d'un réseau de cryptomonnaies. Ainsi, *le minage* crée les cryptomonnaies. La capacité de créer de la monnaie confère un pouvoir supplémentaire aux organisations criminelles – un troisième niveau s'ajoutant au *continuum* légal-illégal. *Ces organisations ne se contentent plus d'accumuler et d'utiliser de l'argent ; elles ont acquis la capacité d'en créer.*

'Ndrangheta

Les clans de la ['Ndrangheta](#) sont devenus des structures capables de naviguer dans les méandres de la finance « créative » et spéculative grâce à des hackers, des cybercriminels, des conseillers financiers, des intermédiaires et des courtiers – souvent intégrés aux *familles* – tous au service de la logique commerciale et financière de cette société criminelle, définie par Interpol comme « l'association la plus étendue, la plus ramifiée et la plus puissante au monde » [9]. La mafia calabraise, disséminée à travers le monde par les flux migratoires, a fait son apparition dans le secteur financier dans les années 1970. À cette époque, le grade de « *santista* » a été introduit dans la structure hiérarchique de l'organisation. Suite à cette introduction, trente-trois chefs ont été autorisés à rejoindre des loges dissidentes de la franc-maçonnerie. Ce fut le début d'un processus qui a conduit l'organisation à transférer l'immense fortune accumulée grâce au trafic de drogue vers l'économie légale et à la transformer en un nouveau pouvoir : **le pouvoir financier**.

Les hackers voyagent : d'Allemagne à la Calabre et vers d'autres latitudes plus méridionales, pour commettre des actes relevant de la criminalité économique. À Bari, en novembre 2016, la police italienne a intercepté une conversation téléphonique entre Francesco Martiradonna (fils de Vito, trésorier du clan Capriati, actif dans la vieille ville et allié de la Bellocco 'ndrina calabraise) et Giuseppe « *Ciccio* » Capriati (fils du parrain). Francesco réprimande Ciccio : « *Je recrute dans les meilleures universités du monde, et toi, tu cherches encore quatre imbéciles dans la rue qui font « pam, pam » ! Moi, je cherche ceux qui font « clic, clic » ! Ceux qui cliquent ! Ceux qui cliquent et font circuler l'argent. Tout est une question de stratégie, tu comprends ? [...] Il ne suffit pas de déplacer l'argent. Il faut l'intégrer dans des circuits légaux, comme ceux des paris* ». [10] Ou comme ceux des cryptomonnaies, qui ont pour fonction de purifier les flux libidinaux de capitaux résultant du trafic de drogue, de la vente d'armes, du trafic

d'organes ou d'êtres humains ou d'autres actes de corruption.

Les groupes criminels organisés déposent généralement des liquidités *sur* des comptes bancaires *offshore* appartenant à des sociétés écrans, souvent sous de faux noms, puis les convertissent en cryptomonnaies. Cette méthode leur permet d'organiser des opérations d'achat et de vente illégales tout en préservant leur anonymat et en rendant les transactions difficiles à retracer. L'argent « *blanchi* » est systématiquement réinjecté dans l'économie légale. Ce manque de traçabilité entrave le travail des autorités judiciaires et de sécurité pour identifier l'activité illicite à l'origine de l'accumulation de capitaux illégaux et pour identifier tous les acteurs transnationaux impliqués dans une opération. Les plateformes d'échange *sont* les principaux outils utilisés pour effectuer la conversion entre cryptomonnaies et monnaies fiduciaires. L'argent blanchi qui réintègre l'économie légale est souvent appelé « *intégration* » et peut prendre trois formes : rapide, assistée ou élaborée.

L'intégration rapide consiste à convertir des cryptomonnaies en monnaies nationales via un compte bancaire. L'intégration assistée, quant à elle, utilise des cryptomonnaies existantes et les recycle grâce à un système *de mixage*, avec l'aide d'intermédiaires. Les termes « *mixeur* » et « *tumbler* » désignent le même service : leur objectif est de garantir l'anonymat de l'expéditeur et du destinataire d'une transaction. Par une série d'échanges transmis rapidement, il est possible de masquer l'origine des cryptomonnaies et de rendre leur transfert intraçable. Les mixeurs *sont* conçus pour dissimuler les transactions sur *les blockchains*. Ils permettent aux utilisateurs de déposer et de retirer des cryptomonnaies par lots et à intervalles aléatoires vers un nouveau compte non lié au dépôt initial. Enfin, l'intégration élaborée implique non seulement la conversion, mais aussi la création de nouvelles cryptomonnaies. Ce processus repose sur l'utilisation de *logiciels* permettant la création de nouvelles monnaies virtuelles, échangeables ensuite contre des monnaies fiduciaires (ou monnaies émises par décret, comme le dollar, l'euro ou le yuan, entre autres). Ce système permet le recyclage et *l'augmentation* de la masse monétaire par la spéculation financière. Pour le crime organisé, ce système est extrêmement avantageux, car il représente une sorte de placement à terme vertigineux. Pour se faire une idée du volume des flux de cryptomonnaies, on peut consulter le *Crypto Crime Report*, établi par la société d'analyse blockchain *Chainalysis*. Ce rapport estime qu'en 2022, « le blanchiment d'argent via les cryptomonnaies a atteint une valeur équivalente à 23 800 milliards de dollars, soit une augmentation de 68 % par rapport à 2021 » [\[11\]](#).



Julian Peh, Mauricio Novelli, Manuel Terrones Godoy et Hayden Mark Davis.

[Lib\(e\)ra nos a malo](#)

À l'ère du capitalisme numérique, la frontière entre argent et information s'estompe. L'argent est information, et l'information est argent. L'argent est quasiment dématérialisé. Nous payons via des applications, des codes QR et des virements. Même dans l'économie criminelle, les paiements se font moins en espèces et davantage via les codes cryptés des cryptomonnaies et les réseaux de paiement informels. Citons par exemple *le fei'chen*, une cryptomonnaie chinoise, et le [hawala](#), un ancien système informel de transfert d'argent originaire du Moyen-Orient et

d'Asie du Sud. Ce système fonctionne sans banques ni transferts, et ne laisse souvent aucune trace écrite. De plus, la maîtrise de l'information est cruciale car elle contribue de manière décisive à la capacité de gagner de l'argent, d'en tirer profit et, en fin de compte, d'en créer.

Le 14 février 2025, le président Milei a fait la promotion d'une activité privée pendant un peu plus de quatre heures depuis son compte X. Il était au cœur de ce qui semble être un système pyramidal, car il recommandait d'investir dans une cryptomonnaie qui, en quelques heures, a vu sa valeur augmenter, puis s'effondrer, sa liquidité a diminué, et elle a disparu. En un laps de temps très court, cette opération a engendré un scénario catastrophique : « 86 % des investisseurs ayant acheté du LIBRA ont perdu de l'argent, pour un total de 251 millions de dollars de pertes, selon la société d'analyse blockchain Nansen. Quelques chanceux ont empoché 180 millions de dollars » [12]. Cette affaire met en scène un réseau d'acteurs qui, outre le président, comprend sa sœur Karina, le trader Novelli, un homme d'affaires identifié comme intermédiaire parmi les promoteurs du [token](#) et l'entourage présidentiel, l'homme d'affaires américain Hayden Davis, figure emblématique de la société « Kelsen Ventures », l'ancien responsable de la *Commission nationale des valeurs mobilières*, Sergio Morales, et Julian Peh, cofondateur et PDG de la société de cryptomonnaies KIP Protocol et créateur de \$ Libra, entre autres. Comme mentionné précédemment, il s'agit d'informations et d'argent circulant entre des individus qui agissent de concert mais qui ne semblent pas appartenir à la même organisation.

Une commission d'enquête a été constituée au sein du Parlement national. Son rapport final contenait des détails concernant un contrat trouvé sur le téléphone de Mauricio Novelli [...]. Ce document, daté et conservé par la commission parlementaire, établit le versement de 5 millions de dollars à Javier Milei en échange de son soutien public à l'actif numérique [13]. Si cette affaire était prouvée devant un tribunal, on pourrait en tirer la conclusion suivante, qui est *invariable dans les logiques mafieuses* : lorsque l'État est sous l'emprise de la *mafia*, il agit selon les méthodes caractéristiques de ce pouvoir. Autrement dit, la corruption devient un symptôme évident, contribuant à l'enrichissement des secteurs politiques liés à la mafia, puisque le pouvoir mafieux poursuit toujours son propre intérêt. Lorsque les forces réactionnaires accusent un gouvernement populaire d'être « corrompu », il s'agit généralement d'une manœuvre de diversion visant à attiser l'indignation des téléspectateurs, une émotion – bien loin de la colère – qui les paralyse. Le véritable nom de cette « corruption » du pouvoir populaire est *la redistribution des richesses*.

L'achat et la vente de la cryptomonnaie \$Libra ont généré des millions de profits pour les fondateurs et des pertes considérables pour les investisseurs. Ainsi, l'opération apparaît comme une escroquerie. Mais s'agit-il réellement d'une escroquerie ou d'une autre forme d'activité ? Cette question n'est plus rhétorique si l'on se réfère aux propos tenus par Milei, chroniqueur, dans l'émission chilienne *Vía Pública*, le 18 décembre 2019 : « **Si je devais choisir entre l'État et la mafia, je choiserais la mafia, car la mafia a des codes, la mafia tient ses promesses, la mafia ne ment pas et, surtout, la mafia est compétitive** » [14].

Si l'on admet tout cela, force est de constater que nous avons choisi par deux fois de coexister avec des pouvoirs *opaques*, peut-être parce que nous n'avons pas pleinement saisi leur dangerosité ni leur capacité à pervertir les relations sociales, politiques et économiques. Depuis quelque temps déjà, les mafias – désormais mêlées à des tendances fascistes – altèrent nos modes de vie et le tissu même de la démocratie. Elles creusent ainsi les inégalités sociales et empoisonnent les territoires où elles s'implantent.

Rocco Carbone* pour [La Tecl@ Eñe](#)

[La Tecl@ Eñe](#). Buenos Aires, le 22 mars 2026.

***Rocco Carbone** (1975) est un philosophe et analyste politique italien, naturalisé argentin. Il vit à Buenos Aires. Il s'intéresse à la théorie du pouvoir mafieux, à la philosophie de la culture, aux discursivités et aux processus

politiques et culturels en Amérique latine. CONICET (CNRS argentin)

Traduit de l'espagnol depuis [El Correo de la Diáspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, 23 mars 2026.

[1] Livre comptable ou enregistrement de toutes les transactions effectuées au sein d'un réseau de cryptomonnaie.

[2] Un térawatt (TW) est une quantité de puissance équivalente à **10 Exposant 12** watts, c'est-à-dire 1 000 000 000 000 watts, ou un billion de watts.

[3] Rosi Braidotti, *Féminisme posthumain*. Barcelone : Gedisa, 2022, p. 119.

[4] Nicola Gratteri, Antonio Nicaso, « *Ossigeno illegale. 'Vient la mafia approfitteranno dell'emergenza del Covid-19 pour s'installer sur le territoire italien'* » Mondadori : Milan, 2020.

[5] Antonio Nicaso, Walter Rauti, Greta Nasi, Luca Fantacci, « *The Dark-web side of mafia. Appalti, crypto e cybercrime. Le mafie adesso, più invisibili e potenti.* » Zolfo : Milan, 2024. Andrea Di Nicola, Giampolo Musumeci, « *Cosa parro, cosa nostra* ». UTET : Turin, 2021. Lorenzo Picarella, « *Criminalità in rete. Dalle piattaforme illegalmente à la cybermafie* ». Donzelli : Rome, 2022. Kevin Steinmetz, Matt Nobles (éd.), « *Technocrime and criminological theory* ». New York : Routledge, 2018. Tribunale di Brescia, Ufficio del Giudice per le indagini preliminari (GIP), *Application misura della précautionne de garde en prison lors des confrontations di DVL + 2*, septembre 2019.

[6] Derek S. Pugh (éd.), « *Organization theory* ». Harmondsworth : Penguin, 1997.

[7] « *Dark-web side of mafia* », p. 156.

[8] Le cas de l'ancien député de La Libertad Avanza, [José Luis Espert](#), est symptomatique. En octobre 2025, le procureur fédéral de San Isidro, Federico Domínguez, a ouvert une enquête pénale à son encontre pour blanchiment d'argent présumé. Plus précisément, il lui est reproché d'avoir reçu, entre janvier et février 2020, un virement de 200 000 dollars de l'homme d'affaires Federico « Fred » Machado, extradé aux États-Unis pour trafic de stupéfiants, blanchiment d'argent et escroquerie.

[9] [Interpol Cooperation Against 'Ndrangheta](#)

[10] Nicola Gratteri, Antonio Nicaso, « *Ossigeno illegale* », p. 84.

[11] [2025 Crypto Crime Raport](#)

[12] Nina Bambysheva, « [Argentina's \\$4.6 Billion Crypto Scandal ; Largest-Ever Crypto Theft](#) », (24/2/2025).

[13] www.infobae.com/america/agencias/2026/03/17/diputados-argentinos-denunciaran-al-fiscal-del-caso-libra-por-supuesto-entorpecimiento-de-la-investigacion/

[14] [Javier Milei : « Si yo tuviera que elegir entre en Estado y la mafia, me quedo con la mafia »](#)